

ARRÊTÉ N° 2024-950

POLICE MUNICIPALE

OBJET : Réglementation du stationnement et de la circulation à l'occasion de travaux avec échafaudage, au droit du n°36 rue du Coq à SAINT-CYR-SUR-LOIRE.

Monsieur le Maire de la commune de SAINT-CYR-SUR-LOIRE,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée et complétée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n° 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1, L. 2213-1 et L. 2213-2,

Vu les décrets n° 85-807 du 30 juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs de police du Maire, du Président du Conseil Départemental et du Préfet en matière de circulation routière,

Vu l'arrêté municipal N°2022-07 du 11 janvier 2022, réglementant la circulation et le stationnement dans la rue du Coq,

Vu la demande de : l'entreprise **HALGRIN Construction – 03 avenue de la Loire à Nazelles-Négron**,

Considérant que les travaux de réfection de couverture nécessitent l'installation d'un échafaudage sur la façade du n°36 rue du Coq à Saint-Cyr-sur-Loire,

Sur proposition de Madame la Directrice Générale des Services,

ARRETE

ARTICLE PREMIER :

Pour la période du **mercredi 19 juin 2024 au vendredi 19 juillet 2024 inclus**, les mesures stipulées dans les articles suivants seront donc applicables :

- Interdiction de stationner au droit du n°36 rue du Coq sur une distance de 15 mètres, avec matérialisation par pose de panneaux B6A1,
- Autorisation de stationner pour le camion de chantier au droit du n°02 rue Pierre et Marie Curie (respect du stationnement unilatéral alterné semi mensuel sur l'ensemble de la période des travaux),
- Pose d'un échafaudage de 15 mètres de longueur et 0,80 mètres de largeur le long de la façade du n°36 rue du Coq à Saint-Cyr-sur-Loire,
- Mise en place d'une matérialisation du chantier avec pose de panneaux AK5, à 30 mètres en amont et en aval du chantier,
- Mise en place d'une matérialisation de l'emprise de l'échafaudage empiétant sur le domaine public, par pose de cônes K5a et d'un dispositif lumineux pour la nuit,
- Aliénation du trottoir avec indication du cheminement pour les piétons,
- Mise en place d'un alternat avec pose de panneaux CK18 et BK15, avec un sens de priorité Sud/Nord (sens montant),
- La circulation des véhicules rue du Coq sera maintenue,
- L'accès aux services et aux riverains sera maintenu,
- La chaussée sera laissée propre.

Hôtel de ville

Parc de la Perraudière – B.P. 139 – 37541 Saint-Cyr-sur-Loire cedex
02 47 42 80 00 / fax : 02 47 42 80 94 / info@saint-cyr-sur-loire.com
www.saint-cyr-sur-loire.com

ARTICLE DEUXIEME :

Cette réglementation sera affichée aux extrémités du chantier. Elle sera également annoncée et signalée conformément aux instructions sur la signalisation routière en vigueur par les soins et aux frais de l'entreprise.

La signalisation correspondante ainsi que l'affichage du présent arrêté seront mis en place **au moins 48 heures à l'avance** par l'entreprise intéressée et sous son entière responsabilité.

ARTICLE TROISIEME :

Les véhicules en stationnement sur les emplacements indiqués à l'article 1^{er} pourront, sur ordre des Services de Police, être enlevés aux risques et frais de leurs propriétaires (article R417-10 du Code de la Route).

ARTICLE QUATRIÈME :

Madame la Directrice Générale des Services de la ville de Saint-Cyr-sur-Loire et Madame la Directrice Interdépartementale de la Police Nationale d'Indre-et-Loire sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation leur sera adressée.

Une ampliation du présent arrêté sera également transmise au :

- Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement Urbain de Saint-Cyr-sur-Loire,
- Responsable du commissariat de secteur de Police nationale de Tours Nord,
- Responsable de la Police Municipale de Saint-Cyr-sur-Loire,

Il sera en outre transcrit sur le registre des arrêtés de la commune.

Fait à Saint-Cyr-sur-Loire, le quatorze juin deux mille vingt-quatre.

Pour le Maire et par délégation,
Le Cinquième Adjoint délégué à la sécurité publique,



Fabrice BOIGARD

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'ORLÉANS dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage, de sa notification et de sa transmission aux services de l'Etat chargés du contrôle de légalité. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

ACTE ADMINISTRATIF EXÉCUTOIRE LE

18 JUIN 2024

Le Maire soussigné certifie sous sa responsabilité, compte tenu de son affichage, de sa publication ou de sa notification, le caractère exécutoire de l'acte.

Pour le Maire et par délégation,
Le Cinquième Adjoint délégué à la sécurité publique,



Fabrice BOIGARD